

Les Français et la perception de l'aide au développement

Enseignements tirés d'une étude qualitative menée entre novembre 2017 et février 2018

Intervention du 7 mars 2018

JEAN-DANIEL LEVY

Directeur du Département Politique-Opinion

01 44 87 60 66

jdlevy@harrisinteractive.fr

Rappel du contexte et de la méthodologie de l'étude

Objectifs

- Cerner de manière précise **la connaissance, les représentations liées aux domaines d'action de l'aide au développement** ; Comprendre le regard, **le rapport des citoyens à ces enjeux et aux notions qui y sont associées** (justice, culpabilité, anticipation de l'avenir...) et **l'attitude, les attentes ainsi que les exigences à l'égard des pouvoirs publics pour soutenir de telles initiatives**
- Evaluer, dans ce contexte, **l'image et le positionnement perçus des acteurs de l'aide et l'intérêt porté à aux différents projets et à leurs modalités de déploiement** ; Mettre au jour **les ressorts d'un engagement** potentiel en faveur du secteur
- **Tester des argumentaires** afin de pouvoir identifier **les leviers d'action** efficaces pour mobiliser les Français en faveur de l'aide au développement ainsi de **piloter de manière optimale ses actions de communication et ses prises de parole** en fonction des publics destinataires.



Un dispositif en deux temps successifs, pour permettre au commanditaire d'affiner la connaissance des publics visés et de penser des prises de parole et une communication adaptées et efficaces en direction de ces derniers.

Méthodologie

- **16 réunions de groupe d'une durée de 3h** avec chacune **8 à 10 participants**, menées à Paris et en province auprès des cibles suivantes :
 - Electeurs d'Emmanuel Macron au 1^{er} et au 2nd tour
 - Electeurs de François Fillon au 1^{er} tour et d'Emmanuel Macron au 2nd tour
 - Electeurs de Benoît Hamon/Jean-Luc Mélenchon au 1^{er} tour et d'Emmanuel Macron au 2nd tour

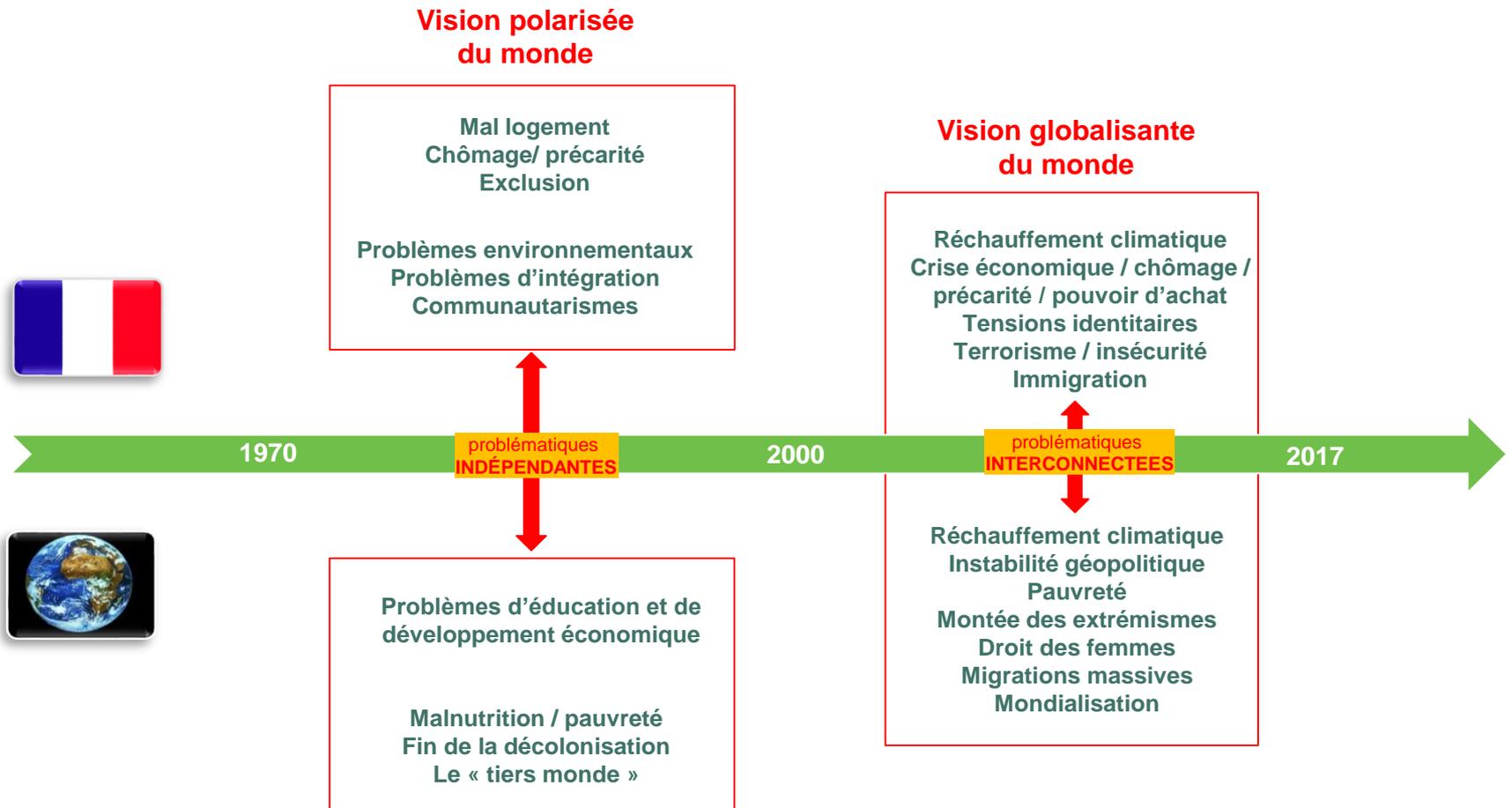
- **Détail des publics rencontrés :**

Electeurs d'Emmanuel Macron au 1 ^{er} et au 2 ^{ème} tour	Electeurs d'Emmanuel Macron au 1 ^{er} tour et au 2 ^{ème} tour	- Electeurs d'Emmanuel Macron au 1 ^{er} tour et au 2 ^{ème} tour	Electeurs d'Emmanuel Macron au 1 ^{er} tour et au 2 ^{ème} tour	Electeurs F. Fillon au 1 ^{er} tour, d'Emmanuel Macron au 2 nd	Electeurs B. Hamon ou J.L. Mélenchon au 1 ^{er} tour, d'Emmanuel Macron au 2 nd	Electeurs F. Fillon au 1 ^{er} tour, d'Emmanuel Macron au 2 nd	Electeurs B. Hamon ou J.L. Mélenchon au 1 ^{er} tour, d'Emmanuel Macron au 2 nd
18-35 ans	35 ans et plus	35 ans et plus	50 ans et plus	50 ans et plus	29-45 ans	40 ans et plus	29-45 ans
CSP intermédiaire à aisée	CSP modeste à intermédiaire	CSP intermédiaire à aisée	CSP intermédiaire à aisée	CSP aisée	CSP intermédiaire à aisée	CSP intermédiaire à aisée	CSP modeste à intermédiaire



1 : Quels regards portés par les Français sur l'aide au développement aujourd'hui ?

Une tendance transversale des Français à « globaliser » les problématiques internationales



Les questions économiques, écologiques et militaires n'apparaissent plus aujourd'hui circonscrites à certaines zones géographiques mais concernent (avec des différences d'intensité) l'ensemble des pays du monde, avec des impacts ressentis directement

L'émergence d'une 'conscience mondiale'...qui reste cependant très 'européanocentrée'

- Une interconnexion des enjeux mondiaux entre eux d'une part, et des sphères internationale et nationale d'autre part, qui pousserait aujourd'hui **les Français à être plus alertes et plus attentifs que par le passé aux « problèmes du monde »**
- Parallèlement, **une vision très 'européanocentrée'** des enjeux internationaux, qui les conduit spontanément à **se sensibiliser pour les problématiques qui ont et/ou qui pourraient avoir des implications directes à court terme en France :**
 - **Sécurité et terrorisme**
 - **Environnement et réchauffement climatique**
 - **Nouveaux équilibres économiques**
- **Une problématique de la pauvreté** dans les pays du Sud qui, dans ce contexte, **apparaît comme plus secondaire**

Instabilité politique
Terrorisme



Réchauffement
climatique

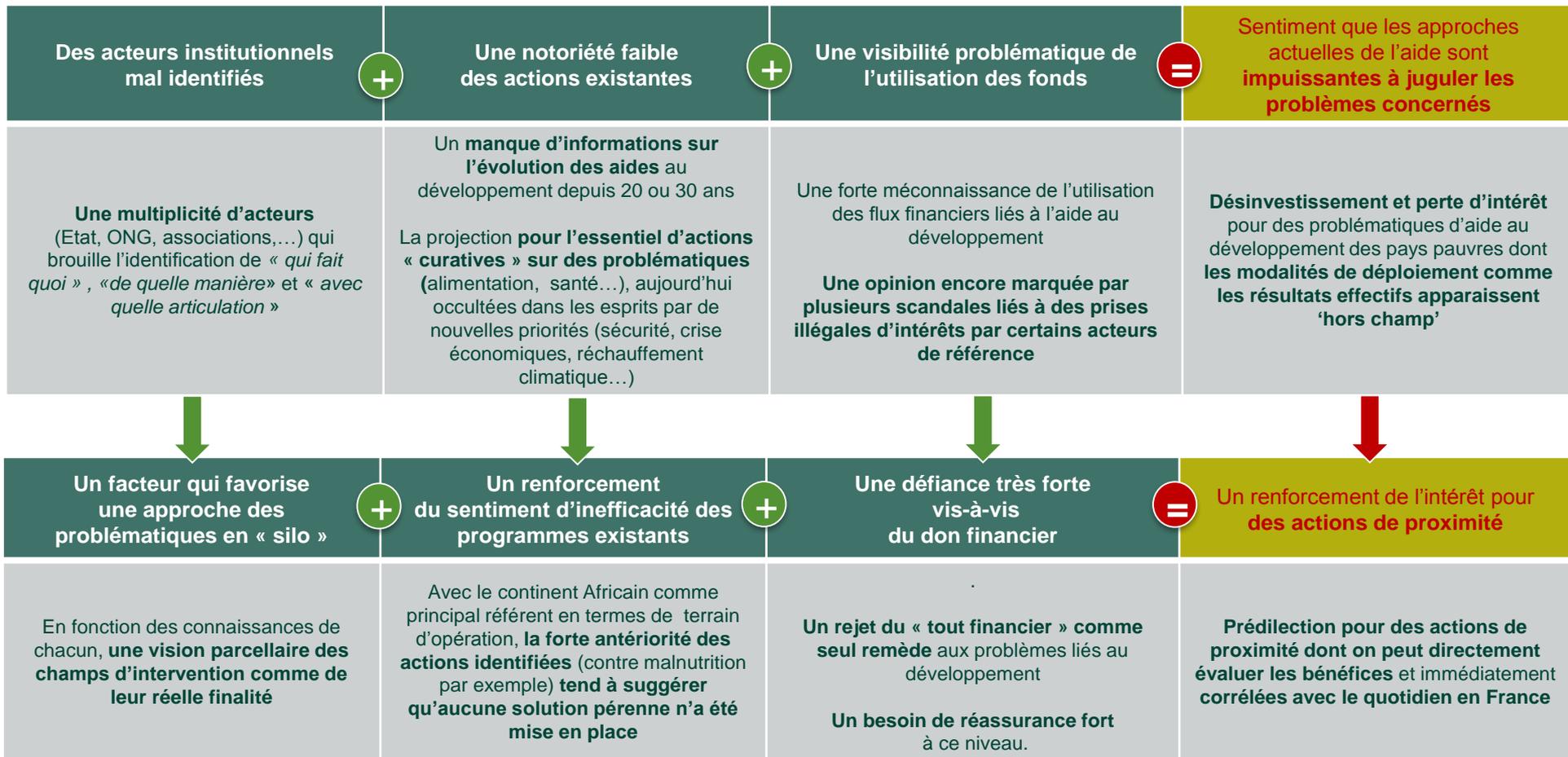


Problèmes
économiques



Une vision du monde qui plaide en faveur d'une attention accrue aux pays pauvres...mais avant tout pour enrayer des conséquences qui touchent aussi l'Occident et la France

Parallèlement, un essoufflement de la mobilisation autour des problématiques d'aide au développement



L'attente, dans ce contexte, pour un engagement de l'aide sur des voies plus pragmatiques et plus 'long-termistes'

- Des Français qui, quelle que soit leur obédience politique, prônent un « **changement de paradigme** » de l'aide vers un registre plus pragmatique pour préparer l'avenir (vs soigner le présent)...
- ...et – en creux - pour ne plus financer « à fond perdu » des problématiques dont les causes ne semblent jamais jugulées
 - L'accent est mis, en transversal, sur la nécessité d'envisager **des solutions à plus long-terme, fondées sur une AUTONOMISATION et une ÉMANCIPATION** progressives des populations concernées
 - Au-delà des actions d'urgence, **l'ÉDUCATION apparaît aujourd'hui comme la clef de voûte de l'aide internationale, afin de favoriser le développement économique de ces régions**
 - **Le CHAMP SÉMANTIQUE DE L'AIDE semble aussi devoir être repensé** : l'expression « *lutte contre la pauvreté* » n'apparaît plus pleinement appropriée dans le contexte actuel et les Français affichent davantage de sensibilité à des notions telles que « *transfert de compétences* », « *coopération* » ou encore « *solidarité* ».



2 : Quels leviers pour les re-mobiliser demain ?



L'apport de connaissances s'avère indispensable – 1/3

particulièrement symptomatique du déficit d'information des Français sur la portée des différents enjeux liés à l'aide au développement : la perception de la question des femmes

- Une problématique qui apparaît très largement **cantonnée à des questions sociales et juridiques...**
 - Un enjeu de **liberté et d'épanouissement** individuel
 - Un enjeu de **lutte contre les violences** domestiques
 - Un enjeu **d'égalité des droits** vis-à-vis des hommes
- ... et souvent **limitée, dans les imaginaires, à des zones géographiques ciblées** (Proche-Orient, Afrique).
- Seuls certains électeurs Fillonistes au 1^{er} tour identifient spontanément **les femmes comme un ressort spécifique pour développer économiquement certaines régions du monde**



Une réelle carence informative sur le sujet, qui limite aujourd'hui la bonne visibilité de tous les aspects de cette thématique pourtant centrale

L'apport de connaissances s'avère indispensable – 2/3

De la même manière, l'accès à la contraception apparaît comme un sujet sensible mais mal cerné par le grand public



- Un enjeu **davantage focalisé sur la santé publique que sur la maîtrise de la démographie ou l'impact potentiel que cela pourrait avoir sur le développement économique** des pays concernés
- **Des réticences et des doutes exprimés vis-à-vis des risques d'ingérence'** que pourrait comporter la démarche si elle venait à bousculer la force de certains acquis culturels :
 - **La contraception : une pratique éminemment occidentale** qu'on viendrait 'imposer' en modèle de référence à des sociétés où elle n'est pas attendue ?
 - **Quid du rôle des hommes** et de leur nécessaire implication en tant qu'autre pilier de la structure sociale ?



Nécessité à la fois d'expliciter les implications réelles de la question sur le plan économique ... et de rassurer sur les modalités de mise en œuvre de toute action éventuelle en la matière.

L'apport de connaissances s'avère indispensable – 3/3

- La présentation aux participants des focus groups de différents supports écrits et visuels leur permettant de mieux appréhender l'aide au développement dans ses différents aspects – projets, acteurs, ressources... - **a contribué a remobiliser leur intérêt**
- Parmi **les leviers d'information les plus performants**, retenons :



Les éléments contextuels qui remettent en perspective l'aide au développement, ses enjeux, ses champs d'intervention et les bénéfices qui peuvent en découler pour les pays receveurs comme pour les pays donateurs



Les arguments qui jouent la carte de l'apport d'informations concrètes, de l'objectivité et de la valorisation des actions conduites sur le terrain



Les données concrètes et objectives (tableaux, éléments chiffrés,...) qui renforcent la crédibilité des projets menés



Les « retours d'expériences » (exemples, témoignages) qui viennent alimenter positivement les propos narratifs... pour autant qu'ils évitent l'écueil du « pathos » ou du « misérabilisme »



La mise en avant de l'articulation entre les différents acteurs de l'aide (Etat, Banques, associations...) : une concertation préalable qui rassure sur la cohérence des programmes



La valorisation des contrôles effectués sur les investissements et leurs retombées effectives : une 'traçabilité' fortement attendue



La mise en exergue des succès obtenus (vs uniquement sur les problèmes restant à régler) : un vecteur d'espoir qui favorise la (re)mobilisation



L'accent sur les projets à moyen/long terme axés sur des transferts de compétences vs seulement sur les actions d'urgence à visée 'curative'

L'emploi d'une stratégie narrative appropriée est également un levier clé – 1/3

- Le test de cinq arguments en faveur de l'aide au développement durant la seconde phase de l'étude a souligné l'importance des parti-pris discursifs empruntés pour sensibiliser les différents publics autour de cette problématique



Les cinq arguments testés

ARGUMENT 1

L'aide publique au développement répond à de sérieux problèmes de santé qui menacent la France et le monde entier

ARGUMENT 2

L'aide publique au développement garantit la sécurité de la France en stoppant les problèmes comme les migrations (d'ordre politique, économique et climatique) à la source et en contribuant à la stabilisation des pays les plus pauvres

ARGUMENT 3

L'aide publique au développement apporte aux pays la capacité et les compétences nécessaires pour résoudre leurs propres problèmes et gagner en autonomie

ARGUMENT 4

L'aide publique au développement de la France destinée à lutter contre la pauvreté dans le monde devrait être considérée comme une forme de fierté nationale et de devoir moral.

ARGUMENT 5

L'aide publique au développement accroît l'influence diplomatique et économique de la France à travers le monde

L'emploi d'une stratégie narrative appropriée est également un levier clé – 2/3

Vue d'ensemble sur l'accueil des cinq arguments testés

Argument n° 1	Argument n° 4	Argument n° 5	Argument n° 2	Argument n° 3
L'aide publique au développement répond à de sérieux problèmes de santé qui menacent la France et le monde entier	L'aide publique au développement de la France destinée à lutter contre la pauvreté dans le monde devrait être considérée comme une forme de fierté nationale et de devoir moral	L'aide publique au développement accroît l'influence diplomatique et économique de la France à travers le monde	L'aide publique au développement garantit la sécurité de la France en stoppant les problèmes comme les migrations (d'ordre politique, économique et climatique) à la source et en contribuant à la stabilisation des pays les plus pauvres	L'aide publique au développement apporte aux pays la capacité et les compétences nécessaires pour résoudre leurs propres problèmes et gagner en autonomie
Registre « Thématique »	Registre « Moral »	Registre « Utilitariste »	Registre « Défensif »	Registre « Émancipationniste »
 -	-	+/-	+/-	+
 -	--	-	-	++
 -	--	--	--	++



Seul l'argument° 3 - portant sur l'objectif d'autonomisation des pays pauvres – a bénéficié d'un consensus positif

L'emploi d'une stratégie narrative appropriée est également un levier clé – 3/3

Argument
REDUCTEUR

ARGUMENT 1

L'aide publique au développement répond à de sérieux problèmes de santé qui menacent la France et le monde entier

Registre
« **Thématique** »

- Un argument trop « centré » sur une seule problématique – la santé
- Un « risque sanitaire » pour la France jugé trop appuyé.
- Une dramatisation qui affaiblit l'argument dans son ensemble.

Argument
POLÉMIQUE

ARGUMENT 4

L'aide publique au développement de la France destinée à lutter contre la pauvreté dans le monde devrait être considérée comme une forme de fierté nationale et de devoir moral.

Registre
« **Moral** »

- Une dimension trop désincarnée et insuffisamment axée sur les objectifs concrets de l'aide.
- Un risque sous-jacent de réactivation d'un sentiment de culpabilité et de repentance dans lequel peu se reconnaissent.

Argument
POLÉMIQUE

ARGUMENT 5

L'aide publique au développement accroît l'influence diplomatique et économique de la France à travers le monde

Registre
« **Utilitariste** »

- Une proposition jugée trop cynique et trop « intéressée ».
- Pour certains, un 'hors sujet' au regard des objectifs associés à l'aide

Argument
POLÉMIQUE

ARGUMENT 2

L'aide publique au développement garantit la sécurité de la France en stoppant les problèmes comme les migrations (d'ordre politique, économique et climatique) à la source et en contribuant à la stabilisation des pays les plus pauvres

Registre
« **Défensif** »

- Un amalgame *migrants* = *insécurité* jugé trop stigmatisant et réducteur par une majorité de participants.
- Un enjeu de l'aide trop tourné vers « nous » plus que vers « eux ».
- Une posture dans laquelle seuls certains Fillonnistes se reconnaissent.

Argument
CONSENSUEL

ARGUMENT 3

L'aide publique au développement apporte aux pays la capacité et les compétences nécessaires pour résoudre leurs propres problèmes et gagner en autonomie

Registre
« **Émancipationiste** »

- Un « nouveau paradigme » de l'aide très apprécié, en ce qu'il ouvre de nouvelles perspectives pour arrêter de donner uniquement de manière « curative ».

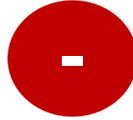


3 : Approfondissements sur l'accueil spécifique réservé à chaque argument

Les approches trop ciblées sur le plan thématique : un frein à l'adhésion

→ La fragilité de l'argument n°1

Un argument crédible mais jugé trop 'simpliste' et réducteur



ARGUMENT1

L'aide publique au développement répond à de sérieux problèmes de santé qui menacent la France et le monde entier

- **Un manque de mise en perspective de la problématique de l'aide au développement, ici réduite à ses seules implications sanitaires**
 - Un focus sur une problématique spécifique qui amoindrit la résonance et la pertinence du message, là où l'ensemble du public interrogé fait montre d'une vision beaucoup plus holistique de l'aide
 - Un décalage également avec l'opinion dominante, qui plaide en faveur d'un traitement global du développement des pays pauvres et non en « en silo », thématique par thématique.
- ➔ **Une clé d'entrée thématique qui donne une vision trop parcellaire des enjeux associés à l'aide au développement**

« C'est réducteur puisqu'il ne parle que de la santé et c'est pas une menace directe » (Electeur Fillon 1^{er} tour)

« On ne parle que de la migration, c'est très ciblé. C'est trop connoté. » (Electeur MACRON)

« Dire « je ne veux pas de ça chez moi », c'est mal dit. Sur le fond, c'est un sujet à prendre en compte, mais là c'est maladroit. » (Electeur MACRON)

« On ne parle que de problème de santé, l'aide publique n'est pas que sur la santé, pas assez générique » (Electeur HAMON/MÉLENCHON 1^{er} tour)



Les approches 'défensives' et 'utilitaristes': plus controversées

→ La performance limitée des arguments n°4, 5 et 2

Des arguments dont la dimension performative a été différemment appréhendée par les trois publics interrogés



ARGUMENT 4

L'aide publique au développement de la France destinée à lutter contre la pauvreté dans le monde devrait être considérée comme une forme de fierté nationale et de devoir moral.

ARGUMENT 5

L'aide publique au développement accroît l'influence diplomatique et économique de la France à travers le monde

ARGUMENT 2

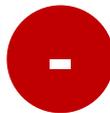
L'aide publique au développement garantit la sécurité de la France en stoppant les problèmes comme les migrations (d'ordre politique, économique et climatique) à la source et en contribuant à la stabilisation des pays les plus pauvres

- Un argument n°4 dont les notions de « *fierté nationale* » et de « *devoir moral* » manquent de contenu et de résonance auprès des **trois publics**
- Un argument n°5 dont la dimension 'utilitariste' de l'aide est rejetée, en particulier par les **électeurs les plus à gauche**
- Un argument n°2 dont l'amalgame projeté *migrant = insécurité* est jugé très largement « réducteur » et inutilement « polémiste ». Seuls **les Fillonnistes** y trouvent un écho pertinent à leurs préoccupations actuelles

L'argument n°4



Un argument jugé 'moralisant' et 'chauvin' qui s'est révélé peu opérant en l'état



ARGUMENT 4

L'aide publique au développement de la France destinée à lutter contre la pauvreté dans le monde devrait être considérée comme une forme de fierté nationale et de devoir moral.

Une rhétorique du « *devoir moral* » considérée comme trop injonctive et culpabilisante

- Si le ressort éthico-moral est reconnu comme un mobile plus ou moins conscient à l'implication personnelle en faveur de l'aide aux plus démunis...
- ... la notion de « *devoir* » qui lui est ici associée tend à le teinter de connotations péjoratives :
 - Perte de la spontanéité et de la liberté associée à l'aide : celle-ci n'est plus un choix individuel mais une 'obligation' collective
 - Renvoie à la nécessaire repentance de la France eu égard à son passé colonial et à ses interventions sur le sol africain : une posture de « réparation du passé » vs de « préparation de l'avenir » jugée peu constructive et largement dépassée

« J'ai l'impression qu'on me l'impose et que je ne décide de rien » (Electeur Fillon 1^{er} tour)

« Je le fais en me donnant bonne conscience, c'est pas pour ça qu'il faut me dire de le faire » (Electeur HAMON/MÉLENCHON 1^{er} tour)

Une notion de « *fierté nationale* » qui apparaît comme incongrue dans ce contexte

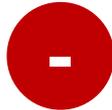
- De l'avis de tous, le soutien au développement des pays pauvres ne saurait être tributaire d'une quelconque opportunité de s'enorgueillir des actions menées, encore moins d'en faire l'«étalage» dans l'espace public
- Plus problématique encore, la plupart des participants – y compris les plus à droite – lui associent des connotations chauvinistes dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas
- Au mieux, cette notion est considérée comme un argument superflu.

« J'arrive pas avec ce genre de discours, ça me rebute ces histoires de fierté nationale, ça me dépasse un peu » (Electeur MACRON)

L'argument n°5



Une approche utilitariste de l'aide au développement qui a suscité, en soi, beaucoup de réserves



ARGUMENT 5
L'aide publique au développement accroît l'influence diplomatique et économique de la France à travers le monde

- **En majeur, un rejet de l'argument et de ses différents corollaires sur le plan idéologique :**

- Perception, en transversal, d'une mise en avant trop frontale des possibles bénéfices corollaires de l'aide – des retombées économiques et politiques positives pour la France...
- ... au détriment de son but prioritaire - le soutien des pays pauvres
- Chez certains électeurs – notamment les plus à gauche – le sentiment que l'on cherche à réactiver le type même de relation « paternaliste » Nord / Sud qu'ils souhaitent voir dépasser

➔ **Une claire rupture avec l'attente générale d'un soutien à l'autonomisation et à l'émancipation des populations les plus fragilisées dans une optique de rééquilibrage des rapports entre pays riches et pays pauvres**

« Moi pareil je me dis il faut pas faire ça pour soigner son image » (Electeur Fillon 1^{er} tour)

« La France Afrique, ça a une connotation sur le passé, alors qu'on est une génération qui n'a pas connu ce passé là. On devrait voir l'action future, vision futuriste » (Electeur MACRON)

« Le but c'est que les autres pays gagnent en autonomie et pas dans l'autre sens (...) Si on les rend autonomes, on ne va pas devenir ingérants ! » (Electeur HAMON/MÉLENCHON 1^{er} tour)

Au-delà, certains fillonnistes et macronistes ont adhéré au principe de nouveaux partenariats économiques



ARGUMENT 5

L'aide publique au développement accroît l'influence diplomatique et économique de la France à travers le monde

- Une perspective de « collaboration » économique envisagée plus positivement par certains représentants de ces deux électorats, dans une logique de nivellement vers le haut :
 - De même que l'intégration par l'Union Européenne des pays économiquement les moins développés (Portugal, Espagne...) a favorisé une mise à niveau de leurs économies et la création de nouvelles opportunités sur le continent...
 - ... ainsi les investissements occidentaux dans les pays en voie de développement pourraient comporter des conséquences collatérales bénéfiques des deux côtés



Une notion de 'partenariats économiques' qui apparaît comme beaucoup plus appropriée et acceptable que celle – qui émerge en toile de fond de cet argument – de 'débouchés pour les entreprises françaises'

« Moi j'ai bien aimé, ça contribue à la création de partenariats, ça rejoint ce qu'on a dit, à savoir qu'on doit aider en sachant que demain on crée aussi les conditions de partenariats » (Electeur Fillon 1^{er} tour)

L'argument n°2



De loin, l'argument le plus clivant de l'ensemble du corpus – 1/4

ARGUMENT 2

L'aide publique au développement garantit la sécurité de la France en stoppant les problèmes comme les migrations (d'ordre politique, économique et climatique) à la source et en contribuant à la stabilisation des pays les plus pauvres

- **En transversal**, un refus de ce qui est perçu comme une simplification excessive des problématiques de l'aide au développement et de leurs conséquences à l'échelle mondiale
 - Une vision des relations entre développement des pays pauvres et problèmes de migrations qui, en l'état, n'apparaît pas laisser assez de place à la complexité sous-jacente à la question (jugée légitime par ailleurs)



Cependant, des réticences plus ou moins fortes et différemment justifiées par les différents électorats :



De loin, l'argument le plus clivant de l'ensemble du corpus – 2/4

Les sympathisants de J.L Mélenchon / B. Hamon y ont opposé un rejet de principe sur la base de motivations idéologiques

(âgés ++)



Une dimension trop
POPULISTE et
STIGMATISANTE



ARGUMENT 2

L'aide publique au développement garantit la sécurité de la France en stoppant les problèmes comme les migrations (d'ordre politique, économique et climatique) à la source et en contribuant à la stabilisation des pays les plus pauvres

- Un argument jugé dangereux par l'électorat de gauche en ce qu'il entérine l'idée que le bénéfice de l'aide est surtout destinée à juguler les conséquences négatives de l'arrivée de migrants en France
- Une mise en relation entre migrations et insécurité en France qui apparaît par ailleurs à ce public comme trop stigmatisante à l'égard des migrants, potentiellement assimilés ici à des délinquants voire à des terroristes
 - Des électeurs de gauche encore largement traversés par une perception très idéologique du migrant (refugié politique, migrant économique..) et par la conviction que, face à ce phénomène, les États riches d'Europe ne peuvent se contenter de postures réactionnaires, sécuritaires et autocentrées.
- Au-delà, la perception, par cette frange de l'électorat, d'un décalage de fond entre l'objectif premier qu'il attribue à l'aide au développement – le soutien humanitaire d'autrui - et la finalité avancée par l'argument – la protection de soi.

« Migration = problème = insécurité. C'est assez réducteur, l'aide au développement ce n'est pas la sécurité » (Electeur HAMON/MÉLENCHON 1^{er} tour)

« On ne peut pas être contre les enjeux de sécurité mais les migrations pour moi, ça n'a rien à voir, ça peut en découler mais pour moi ça n'a rien à faire la-dedans » (Electeur HAMON/MÉLENCHON 1^{er} tour)

De loin, l'argument le plus clivant de l'ensemble du corpus – 3/4

Les macronistes et certains jeunes électeurs de la gauche l'ont jugé trop éloigné des objectifs de l'aide humanitaire

(jeunes ++)



Une approche qu'ils estiment 'HORS SUJET'

—

ARGUMENT 2

L'aide publique au développement garantit la sécurité de la France en stoppant les problèmes comme les migrations (d'ordre politique, économique et climatique) à la source et en contribuant à la stabilisation des pays les plus pauvres

- Des publics qui, certes, reconnaissent la nécessité de gérer les flux migratoires de manière plus sereine...
- ... mais qui estiment la question de la sécurité intérieure insuffisante, à elle seule, à justifier la poursuite l'aide au développement des pays les plus pauvres
 - Un argument qui, dans leur esprit, tend à faire l'impasse sur ce qu'ils considèrent comme les vrais champs d'intervention de l'aide humanitaire : l'accès à la santé, à la nourriture, à l'éducation....
- Par ailleurs - au même titre que les électeurs les plus à gauche – certains d'entre eux jugent cette approche axée sur le 'tout sécuritaire' trop auto-centrée sur la France et insuffisamment tournée vers l'amélioration des conditions de vie des populations besogneuses

« J'aime pas du tout la manière dont est tournée la phrase, je la trouve très réductrice, je comprends le fond, c'est traiter le problème à la source. Mais associer la sécurité du pays avec des problèmes de migration. Et puis c'est comme si l'aide au développement servait avant tout la France...» (Electeur MACRON)

De loin, l'argument le plus clivant de l'ensemble du corpus – 4/4

Les électeurs de F. Fillon ont estimé l'argument légitime mais insuffisamment développé



Un registre qui
INTERPELLE mais jugé
trop **RÉDUCTEUR**

+/-

ARGUMENT 2

L'aide publique au développement garantit la sécurité de la France en stoppant les problèmes comme les migrations (d'ordre politique, économique et climatique) à la source et en contribuant à la stabilisation des pays les plus pauvres

- Des électeurs de droite qui reconnaissent qu'aujourd'hui la question migratoire est un vrai sujet que les pouvoirs publics peinent à traiter efficacement
- Une logique d'appropriation de cette thématique qui les conduit assez naturellement à établir un lien de causalité entre migrations et insécurité en France
- Cependant, un argument qui ne met pas suffisamment en avant, d'après eux, les conséquences également économiques et sociétales de la question migratoire
 - Un public pour qui le thème des migrations soulève à la fois la question de la sécurité intérieure et celle de l'intégration à terme de ces populations étrangères sur le sol français et de ses conséquences sociétales et financières pour le pays.

« On oublie le coût pour la société si les migrants arrivent » (Electeur Fillon 1^{er} tour)

« Moi c'est mon quotidien, quand je sors dans la rue (...) oui c'est le vécu qui n'existait pas il y a quelques années (...) et la notion de sécurité ça parle tout de suite aux gens » (Electeur Fillon 1^{er} tour)

Les approches 'émancipationnistes': les plus plébiscitées

→ L'attractivité de l'argument n°3

La perception d'une évolution positive dans la manière même d'envisager l'aide – 1/4

Pour tous,
un **CHANGEMENT DU PARADIGME DE L'AIDE** largement salubre

+

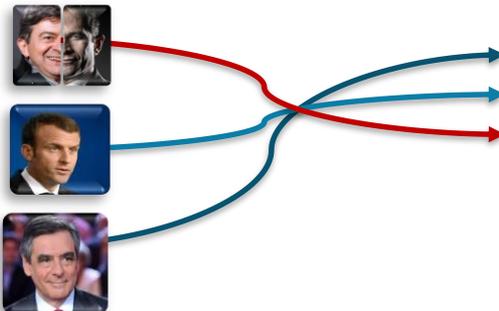
ARGUMENT 3

L'aide publique au développement apporte aux pays la capacité et les compétences nécessaires pour résoudre leurs propres problèmes et gagner en autonomie

- Une « nouvelle posture » qui, pour les trois électorats, pose les bases d'un nouveau rapport – plus équilibré et plus « collaboratif » - entre pays riches et pays pauvres...
- ...avec, à la clé, la perspective saluée d'un désengagement Occidental progressif à moyen / long terme, une fois que les pays en voie de développement auront la capacité de mettre en place des moyens et des ressources suffisamment pertinents pour assurer leur propre autonomie économique, sanitaire et sociale.



A noter toutefois, l'émergence de **différences notables au niveau des mobiles spécifiques qui attachent les trois publics à cet argument.**



Une aide efficace

=

Une aide qui favorise de nouveaux leviers socio-économiques d'émancipation

La perception d'une évolution positive dans la manière même d'envisager l'aide – 2/4

Pour les électeurs de gauche, l'aboutissement d'un renversement idéologique attendu



ARGUMENT 3

L'aide publique au développement apporte aux pays la capacité et les compétences nécessaires pour résoudre leurs propres problèmes et gagner en autonomie

- **Le gage d'un dépassement des idéologies traditionnelles au profit d'un nivellement des inégalités sociales et économiques entre pays occidentaux et « pays du Sud »**
 - Une maîtrise par les pays en voie de développement de leurs propres ressources qui apparaît comme le ressort impératif pour que s'opère la fin d'une tutelle et d'une subordination néfastes par les anciens pays colonisateurs comme par les multinationales.



Un soutien à l'autonomie et à l'émancipation des pays pauvres qui permettrait une redéfinition et un rééquilibrage des rapports de force à l'échelle mondiale

« C'est le plus durable de tous. C'est le début de tout » (Electeur HAMON/MÉLENCHON 1^{er} tour)

La perception d'une évolution positive dans la manière même d'envisager l'aide – 3/4

Pour les électeurs d' Emmanuel Macron aux deux tours, un impératif pragmatique



ARGUMENT 3

L'aide publique au développement apporte aux pays la capacité et les compétences nécessaires pour résoudre leurs propres problèmes et gagner en autonomie

- **Une réponse – la seule - à la nécessité croissante pour les pays occidentaux (et la France en particulier) de recentrer leurs efforts sur des problématiques nationales, dans un contexte économique et budgétaire contraint**
 - Une crise de 2008 désormais installée dans la durée, qui entraîne avec elle une précarité et un chômage de masse structurels, à un haut niveau.
 - Un objectif désendettement de l'Etat français avec des ressources financières moindres, qui plaide pour un meilleur pilotage des actions de solidarité internationale, afin de pouvoir contrer l'augmentation des difficultés sur le territoire national.
 - Une logique qui autorise le traitement prioritaire des problématiques économiques et sociales de proximité tout en poursuivant l'aide au développement à l'extérieur
- ➔ **Un soutien à l'autonomie et à l'émancipation des pays pauvres qui s'apparente tout autant à une solidarité du présent qu'à un investissement pour l'avenir, pour que la France puisse progressivement réorienter ses investissements vers ses problématiques internes.**

La perception d'une évolution positive dans la manière même d'envisager l'aide – 4/4

Pour les électeurs de F. Fillon au premier tour, la fin de l'assistanat et du paternalisme



ARGUMENT 3

L'aide publique au développement apporte aux pays la capacité et les compétences nécessaires pour résoudre leurs propres problèmes et gagner en autonomie

Une perspective de l'autonomisation à moyen / long termes essentiellement perçue au travers du prisme des enjeux économiques français :

- Un moyen de sortir d'une logique d'assistanat doublement néfaste de leur point de vue : pas d'évolution sensible de la viabilité économique des pays receveurs et peu de perspectives de réduction à terme, pour les pays donateurs, du budget nécessaire pour leur venir en aide (cf. la métaphore du 'puits sans fond')
- Un levier de stabilisation des populations du sud sur leur propre territoire et par conséquent un frein à l'immigration massive que connaissent la France et plus globalement les autres pays d'Europe depuis quelques années.
- L'opportunité de recentrer, à plus ou moins long terme, les ressources allouées à l'aide extérieure vers des problématiques internes

➔ **Un soutien à l'autonomie et à l'émancipation des pays pauvres qui libérerait la France d'une charge économique importante.**

Perspectives



Une remobilisation des Français autour de l'aide au développement dont la viabilité apparaît tributaire de certains prérequis :



Des apports de connaissances concrets pour parfaire leur appréhension globale des enjeux et du fonctionnement de ce secteur :

- Au niveau des domaines d'application et des différentes problématiques traitées
- Au niveau des types de projets menés, des ressources employées et des modalités de déploiement
- Au niveau des acteurs et intervenants impliqués à l'échelle internationale et nationale



Davantage de transparence et de visibilité sur les actions menées et leurs retombées ainsi que sur le montant, la nature et l'utilisation des ressources allouées



L'appel à certains leviers argumentatifs particulièrement mobilisateurs et persuasifs, quelle que soit l'obédience politique du public :

- **Les approches holistiques**, qui suggèrent une prise en compte de la complexité et l'interconnexion des enjeux liés au développement
- **Les approches 'émancipationnistes'**, qui valorisent un objectif d'autonomisation progressive des pays les plus pauvres au travers de transferts de compétences
- **Les discours qui affichent prioritairement la visée altruiste de l'aide** (cf. l'amélioration des conditions de vie des populations locales) – les répercussions positives sur la France pouvant, au mieux, être suggérées indirectement
- **Les registres informatifs**, qui privilégient l'apport de données objectives (texte, mais aussi éléments chiffrés) et qui valorisent les actions conduites sur le terrain (retour d'expériences, témoignages, exemples...)
- **Les tonalités optimistes**, qui capitalisent sur les résultats positifs déjà obtenus et évitent l'écueil du « pathos » ou du « misérabilisme »